



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Juillet 2022

## Visite officielle du Président de la République française au Cameroun

À l'invitation du Président de la République du Cameroun, Paul Biya, le Président de la République, Emmanuel Macron, a effectué une visite officielle au Cameroun du 25 au 26 juillet 2022, accompagné de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna, du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, du ministre délégué au Commerce extérieur, à l'attractivité et aux Français de l'étranger, Olivier Becht, et de la secrétaire d'Etat au Développement, à la Francophonie et aux Partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou.



Photo de famille à l'issue de la réunion de travail sur la sécurité alimentaire  
(Crédit photo : Elysée)

Dans un contexte international marqué par les conséquences de la guerre en Ukraine, le sujet de la sécurité alimentaire, source de grande préoccupation pour les pays africains, a constitué l'un des axes forts de la visite.

Une réunion approfondie de travail s'est tenue sur ce thème, présidée par le ministre délégué M. Olivier Becht, et conclue par le Président de la République, avec la participation, en particulier, des ministres camerounais en charge de l'économie, de l'agriculture et de l'élevage ainsi que des représentants

des secteurs privés camerounais et français, des partenaires au développement (FIDA, AFD) et de Bpifrance. La réunion visait à identifier les conditions de mise en œuvre concrète du pilier 3 de l'initiative FARM au Cameroun (renforcement des filières de production locale) et de souligner l'engagement de la France en ce sens, notamment au travers de partenariats renforcés entre les secteurs privés camerounais et français. A cet effet, plusieurs accords de coopération et lettres d'intention ont été signés.

Les propos conclusifs du Président de la République sont à retrouver ici : [lien](#)

## Zoom sur la production pétrolière en zone CEMAC en 2021

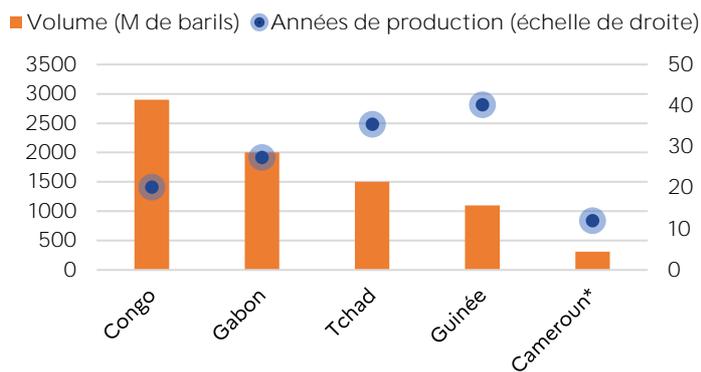
A l'exception de la République centrafricaine, tous les pays de la CEMAC produisent du pétrole brut et exportent sur les marchés internationaux. Selon la BEAC, la production totale de la zone CEMAC s'est élevée à 39,2 millions de tonnes (soit env. 770 000 barils par jour) en 2021, en baisse de 11 % par rapport à 2020 et de 15 % par rapport à 2019. Le principal producteur de la zone est le Congo avec plus du tiers de la production (env. 270 Kb/j), suivi du Gabon (200 Kb/j), de la Guinée équatoriale (115 Kb/j), du Tchad (115 Kb/j) et enfin du Cameroun (70 Kb/j).

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 770 000 barils/jour

de production de pétrole  
brut en zone CEMAC en  
2021

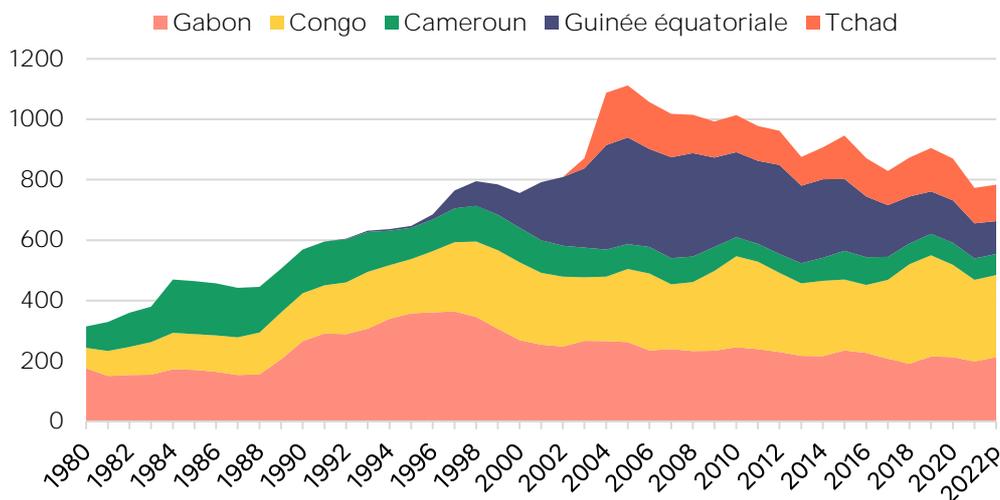
### Réserves prouvées de pétrole brut en CEMAC



Source : BP Statistical Review of World Energy (2020) \*SNH 2019, et calculs du SER

Le domaine pétrolier de la CEMAC se caractérise actuellement par des champs essentiellement matures, ce qui explique un déclin naturel de la production en l'absence de nouveaux investissements. En 2020, les réserves prouvées de pétrole brut en CEMAC représentaient presque 8 Mds de barils selon le rapport [BP Statistical Review of World Energy](#). Au sein de ce panorama, le Congo dispose des plus grandes réserves prouvées, estimées à 3 Mds de barils (environ 40 % des réserves de la zone), ce qui représente 20 années d'exploitation au rythme actuel de production (cf. graphique ci-contre).

A la déplétion des gisements s'ajoutent des coûts de production plus élevés. Dans ce contexte, les zones historiques de production, considérées comme non rentables et délaissées par les majors (Total, Eni), sont exploitées par de nouveaux entrants à l'instar de la société franco-britannique Perenco. Les relais de croissance que représentent les nouveaux champs *offshore* difficilement accessibles en mer profonde ne devraient pas apparaître avant 2030 du fait des nombreux reports d'investissements ces dernières années. Afin d'attirer les financements nécessaires au maintien de la production, plusieurs pays de la zone tels que le Gabon, le Cameroun ou encore le Tchad, ont initié une révision de leurs codes miniers dans le but de les rendre plus attractifs, notamment sur le plan fiscal. Selon les projections de la BEAC, la production pétrolière en CEMAC devrait connaître une légère augmentation de 1,4 % en 2022 pour se situer à 784 Kb/j avant dépasser de nouveau les 800 Kb/j à partir de 2023, avec une hausse de la production au Congo, notamment.

Evolution de la production de pétrole brut en zone CEMAC  
(en milliers de barils/jour)

Source : BEAC, calculs du SER de Yaoundé

## Régional

### L'encours des valeurs du Trésor représente 7,4 % du PIB de la CEMAC à fin juin 2022

Selon les [dernières statistiques mensuelles publiées par la BEAC](#), l'encours des valeurs du Trésor en zone CEMAC s'est établi à 4 994 Mds FCFA au 30 juin 2022, soit l'équivalent de 7,4 % du PIB de la zone. L'encours apparaît ainsi en hausse de 23 % comparativement au niveau atteint à fin juin 2021. Il est porté principalement par le Gabon (26 %), le Congo (25 %) et le Cameroun (23 %). Par rapport à mai 2022, le rapport relève une hausse du taux de souscription aux émissions qui passe de 83,6 % à 85,6 %. Le coût moyen des ressources enregistre une baisse à 7,75 % contre 8,05 % le mois précédent. Les SVT (spécialistes des valeurs du Trésor) et autres banques demeurent les principaux détenteurs des titres publics de la CEMAC avec une part de près de 80 %.

## Cameroun

### Le Conseil d'administration du FMI approuve la deuxième revue du programme

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 25 juillet 2022 la [deuxième revue du programme triennal au titre des accords FEC et MEDC conclu avec le Cameroun en juillet 2021](#). L'approbation de la revue permet le décaissement d'environ 73 M USD, portant ainsi à près de 350 M USD le total de décaissements depuis le début du programme.

Selon le FMI, la croissance a atteint 3,6 % en 2021 et les perspectives demeurent positives, avec une croissance anticipée à 3,8 % en 2022, malgré les incertitudes découlant de la guerre en Ukraine. En effet, en lien avec la hausse des prix mondiaux des produits de base, l'inflation devrait atteindre 4,6 % en 2022. Sur le plan budgétaire, le Cameroun bénéficie de recettes pétrolières supplémentaires, mais le budget connaît une hausse substantielle des subventions

aux carburants. Les autorités devraient réduire progressivement ces subventions à partir de 2023 tout en renforçant les mécanismes de transferts sociaux afin de protéger les couches vulnérables.

En ce qui concerne les résultats du programme, **le FMI estime qu'ils restent conformes aux objectifs mais un retard est observé dans la mise en œuvre des réformes structurelles.** Le Fonds relève que **la mise en œuvre** résolue des réformes demeure essentielle pour soutenir la **diversification de l'économie** tirée par le secteur privé, et pour obtenir des financements supplémentaires de la part des partenaires au développement.

### 10 Mds FCFA de subventions à l'IRAD pour la production et la transformation du blé

Une correspondance du 5 juillet 2022 du Secrétariat général de la Présidence de la République annonce [l'octroi d'une subvention de 10,3 Mds FCFA sur une période de 5 ans \(2022-2026\) à l'IRAD \(institut de recherche agricole pour le développement\)](#). Cette enveloppe, dont la première tranche de 3 Mds FCFA devrait être mise à disposition en 2022, est destinée au développement de la production et de la transformation de blé au Cameroun. **Dans le cadre de l'expérimentation de la culture de blé, l'IRAD aurait développé une vingtaine de variétés de blé dont quatre seraient adaptées aux zones agroécologiques du pays. La mise en place d'une production locale permettrait de réduire les importations qui grèvent la balance commerciale du pays. Selon les données de la Direction générale de douanes, les importations de blé auraient atteint 180 Mds FCFA en 2021, soit près de 5 % des importations totales.**

### La Banque mondiale approuve un financement de 420 M USD pour améliorer la mobilité urbaine dans la ville de Douala

Le financement du [projet de Bus Rapid Transit de la ville de Douala \(BRT\)](#) a été approuvé par la Banque mondiale pour un montant de 420 M USD (environ 260 Mds FCFA). Sur **l'enveloppe de prêt accordé**, 202,3 M USD seront pourvus par le guichet non concessionnel (BIRD) et 217,7 M par le guichet concessionnel (IDA). Le coût total du projet est estimé à 335,3 Mds FCFA. Selon le plan de financement, 62,1 Mds FCFA vont être mobilisés grâce à des partenariats public-privé et le gouvernement camerounais injectera 12,4 Mds FCFA sous forme de fonds de contrepartie. Concrètement, le projet consistera en **l'achat des bus**, à la construction de 28 Km de voies dédiées aux bus séparées avec des échangeurs, 44 stations, 4 **terminaux**, **d'un système d'approvisionnement en eau**, et la mise en place **d'un système d'éclairage public**. **Les fonds serviront également à l'aménagement urbain** autour des stations BRT, au renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles des opérateurs de transport public existants et à la gestion du projet.

### Inauguration du plus grand centre commercial d'Afrique centrale, « Playce Yaoundé »

Le centre commercial « Playce Yaoundé », conçu et géré par CFAO Consuler Retail, a été inauguré le 5 juillet 2022 dans la ville de Yaoundé par le Secrétaire général à la Présidence de la République. Construit sur une superficie de 35 000 m<sup>2</sup>, **Playce Yaoundé abrite l'hypermarché Carrefour Market WARDA**, une galerie marchande constituée **d'environ 50 enseignes locales et internationales**, et plusieurs restaurants.

## Le groupe SABC s'engage à fournir des intrants agricoles aux producteurs sur 4000 ha en 2022

Faisant suite à une série de séminaires réalisés sur le thème « la CFC au plus près des producteurs pour un maïs de qualité », la Compagnie fermière du Cameroun (CFC), filiale de la SABC, créée en novembre 2021, a lancé une campagne de distribution des intrants agricoles (engrais, urée et herbicides) à ses producteurs des régions du Centre, de l'Ouest, du Nord et de l'Adamaoua. Cette action initiée par la CFC va se déployer sur une superficie de 4000 ha répartie sur les 4 régions abritant les bassins de production.

## Le Cameroun obtient 63 M EUR de la BAfD au titre de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence

Le Cameroun a bénéficié le 15 juillet d'un [financement de 62,99 M EUR \(env. 42 Mds FCFA\) au titre de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence](#) de la Banque africaine de développement (BAfD). Le prêt octroyé au Cameroun vise à accroître sa production de céréales et d'autres cultures vivrières. Concrètement, cette facilité consiste en la distribution de semences (riz, pommes de terre, palmier à huile, soja, tomate et blé) aux agriculteurs. Elle leur permet également d'acquérir des engrais à des prix subventionnés à hauteur de 30 %. Pour rappel, la [Facilité africaine de production alimentaire d'urgence](#) de 1,5 Md USD annoncée en mai 2022 par la BAfD a pour but d'aider les pays africains à prévenir la crise alimentaire causée par le conflit russo-ukrainien.

## Signature de l'accord de vente de Guinness Cameroun SA au groupe Castel

Selon un communiqué de presse commun publié le 14 juillet 2022, les groupes CASTEL et DIAGEO annoncent avoir conclu un accord de vente de

Guinness Cameroun SA, filiale de DIAGEO pour un montant de 389 M de Livres sterling, soit un peu plus de 300 Mds FCFA. Le groupe Castel, déjà actionnaire majoritaire de la première brasserie du Cameroun, reprendrait ainsi la production et la distribution, à l'échelle nationale, des bières, de l'alcool mix et des boissons maltées de GCSA au Cameroun. L'opération de vente reste toutefois soumise aux approbations des autorités réglementaires en matière de concurrence.

## Le gouvernement autorise l'importation de 400 000 t de riz au titre de l'exercice 2022

Selon un communiqué signé le 24 juin 2022 par le Secrétaire d'Etat à la Présidence de la République, le Président de la République autorise l'importation de 400 000 tonnes de riz, à l'exception du riz dit de luxe et du riz précuit, au titre de l'exercice 2022. 14 entreprises sont accréditées pour réaliser ces opérations. Afin de faciliter ces importations, le gouvernement camerounais a également pris des mesures d'allègements fiscaux et douaniers : l'exonération totale des droits et taxes de douane, la suspension du précompte sur ventes, des taxes de pesage et d'encombrement au niveau du port.

## Orange Money SA obtient l'agrément d'établissement de paiement au Cameroun

Par l'arrêté N°00000373/MINFI du 5 mai 2022, le ministre autorise la filiale d'Orange Cameroun, Orange Money SA, à devenir un établissement de paiement au Cameroun. Cette dernière peut désormais fournir de façon autonome divers services de paiements à l'instar des dépôts, transferts et retraits d'argent, achats de crédit et forfaits téléphoniques, règlement de factures, de salaires via des comptes de paiement, d'impôts et taxes ou encore la collecte et la remontée de fonds via des comptes d'affectation et la réception des transferts d'argent internationaux.

En revanche, les transferts d'argent sortants de la CEMAC vers l'international encadrés par le réglementation des changes en zone CEMAC ne sont pas autorisés.

## Emmanuel Nkoa Ayissi remplace Eugène Blaise Nsom au poste de directeur national de la BEAC

L'annonce a été faite à l'issue du Conseil d'administration de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) tenu le 20 juillet 2022 à Douala. M. Pierre Emmanuel NKOA AYISSI, précédemment directeur d'agence de Douala, a été nommé directeur national de la BEAC au Cameroun en remplacement de M. Blaise Eugène NSOM.

## Centrafrique

### Le programme de référence prolongé pour 3 mois jusqu'à fin septembre 2022

Du 7 au 15 juillet 2022, une équipe du FMI s'est rendue à Bangui dans le cadre de la deuxième revue du programme de référence approuvé en décembre 2021. Selon le [communiqué de fin de mission](#), l'activité économique, qui se relevait de deux années de crise sanitaire, connaît un ralentissement du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, des pénuries de carburant, et de l'augmentation des frais de transport de marchandises. Alors que l'utilisation des DTS a jusque-là permis d'amortir les effets néfastes des chocs que connaît le pays, l'absence d'appuis budgétaires des partenaires au développement devrait peser sur le budget.

Le FMI estime que les résultats obtenus dans le cadre du programme de référence sont globalement satisfaisants, car la plupart des critères quantitatifs et repères structurels de fin

mars ont été atteints. Le programme est toutefois prolongé de trois mois (jusqu'à fin septembre) afin de « donner aux autorités centrafricaines plus de temps pour obtenir des garanties de financement de la part de partenaires au développement et pour harmoniser la loi centrafricaine sur les cryptoactifs avec les engagements régionaux au niveau de la zone CEMAC ».

## Congo

### La Banque mondiale approuve un financement de 100 M USD pour le **Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Congo**

Dans un [communiqué publié le 2 juin](#), la BM annonce avoir approuvé un financement de 100 M USD pour la mise en œuvre du **Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Congo (PATN)** qui vise à augmenter l'accès des populations mal desservies à l'Internet haut débit et à améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics adaptés grâce au numérique. Ce projet s'aligne sur les stratégies clés du gouvernement telles que le Plan national de développement 2022-2026 et la stratégie nationale de transformation numérique **Vision Congo Digital 2025**. Il s'inscrit également dans le cadre de l'initiative Économie numérique pour l'Afrique (DE4A) de la BM qui soutient la mise en œuvre de la **Stratégie de transformation numérique de l'Union africaine pour l'Afrique (2020-2030)**.

### La France et le Congo ont signé la **Convention de prêt de soutien budgétaire de la France**

Le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public du Congo, l'ambassadeur de France au Congo et le directeur de l'AFD à

Brazzaville ont signé, le 24 juin à Brazzaville, la **Convention de prêt de soutien budgétaire d'un montant de 67,5 M EUR (44,3 Mds FCFA)** qui sera mis à la disposition du Congo par la France sur la période 2022-2024. Cet appui budgétaire mis en œuvre par l'AFD vise à soutenir les efforts engagés par le gouvernement congolais pour le redressement économique et social du pays à la suite de l'adoption, le 21 janvier 2022, d'un [nouveau programme avec le FMI d'un montant de 455 M USD](#). Il sera réalisé en trois versements : le premier (30 M EUR) se fera dès la ratification par le Parlement congolais de cette Convention de crédit, le deuxième (20 M EUR) et le troisième (17,5 M EUR) devraient être respectivement effectués en 2023 et 2024.

### La société Arise IIP signe un **protocole d'entente avec le Congo** pour le développement des Zones économiques spéciales (ZES) de Pointe-Noire et Ouesso

Le vice-président de la société Arise IIP, opérateur panafricain de parcs industriels, et le ministre congolais de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé (PPP) ont signé, le 31 mai à Kintélé en marge de la première édition du Forum sur le PPP, un [protocole d'entente pour développer les ZES de Pointe-Noire et Ouesso](#). Selon les termes de cet accord publiés par ARISE IIP, l'opérateur investira 150 M EUR pour développer la ZES de Pointe-Noire ainsi qu'un port minéralier sur une superficie de 2 700 hectares. Ces deux infrastructures concentreront leurs activités sur la transformation du bois, des produits agricoles et autres processus de transformation. Ce partenariat se fera sous la forme d'un PPP, Arise IIP et le Congo détenant respectivement 70 % et 30 % de participation dans l'exploitation des deux ZES.

## Gabon

### La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) déclarée en cessation de paiement

Depuis fin 2021, la CNSS a recours à l'emprunt bancaire pour rééquilibrer un fonctionnement lourdement déficitaire, se retrouvant dans l'incapacité de régler les 19 Mds FCFA trimestriels de pensions de retraite. Cette situation s'explique principalement par des difficultés de recouvrement liées au contexte économique (la CNSS estime à 350 Mds la dette de cotisations sociales des entreprises), une masse salariale importante (41 % des ressources) et une gestion interne avec des difficultés organisationnelles. Des retards dans le versement des cotisations aux retraités sont récurrents, d'où l'annonce d'une situation de cessation de paiement de la CNSS le 9 juin dernier, par M. Guy-Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé et des Affaires sociales. Une nouvelle direction provisoire a été désignée, avec la mission de réformer la CNSS, notamment par l'introduction d'un régime complémentaire de retraite par capitalisation.

### Approbation des première et deuxième revues du mécanisme élargi de crédit par le FMI

Les [première et deuxième revues du mécanisme élargi de crédit à l'Etat gabonais ont été approuvées par le Conseil d'administration du FMI](#) le 27 juin 2022, mettant à disposition une tranche de 152,9 M USD. La première revue, prévue initialement pour décembre 2021, avait été reportée afin de permettre une meilleure application des mesures structurelles du programme, notamment sur les questions de gouvernance.

Les première et deuxième revue constatent une situation économique et budgétaire en voie d'amélioration, avec une croissance prévue à

2,8 % en 2022 et un solde budgétaire (base caisse) qui devrait présenter un excédent de 0,9 % en 2022 (après un déficit de 1,8 % en 2021), grâce à la reprise du secteur pétrolier (+4,9 % en 2022). Cette amélioration est toutefois principalement contrastée par une inflation atteignant 2,9 % en mars 2022 (en glissement annuel) suite à la hausse mondiale des produits alimentaires. Le FMI relève également le retard enregistré **dans l'exécution des réformes structurelles**, notamment en matière de transparence et de gouvernance, et **d'exemptions fiscales**. Ainsi, si le **Conseil d'administration du FMI a soutenu l'approbation de ces revues, la nécessité d'une amélioration de la gestion de la dette a été soulignée**, et une intensification des efforts en faveur des réformes structurelles a été encouragée.

## Accueil de la deuxième mission économique et commerciale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

Libreville a accueilli la mission économique et commerciale de l'OIF du 6 au 8 juillet 2022, événement qui a réuni environ 250 entreprises locales et 110 entreprises provenant de 30 autres pays membres de l'OIF. Ce rassemblement a été l'occasion pour l'OIF de présenter sa nouvelle **stratégie économique pour l'horizon 2025**, à savoir une intensification des échanges commerciaux et des investissements dans **l'espace francophone** : le projet de Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) a ainsi été présenté lors de la conférence principale. Des temps de rencontres entre entreprises, des **visites d'entités gabonaises comme la zone économique spéciale de Nkok**, et des ateliers de débats entre acteurs publics et privés, portant sur les domaines agro-industriels, numériques et énergétiques ont par ailleurs été organisés pour la mission.

## Guinée équatoriale

### La Guinée équatoriale se prépare à assurer la présidence de l'OPEP

Quelques mois avant que la Guinée équatoriale ne prenne officiellement la présidence de l'OPEP pour l'année 2023, le ministre des Mines et des Hydrocarbures, M. Gabriel Mbagha Obiang Lima, a présidé le mercredi 29 juin dernier, au nom du président en exercice de l'OPEP, le ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, Bruno Richard ITOUA, la 184<sup>ème</sup> réunion de la Conférence de l'OPEP. Pour rappel, la **Guinée équatoriale a rejoint l'OPEP en 2017, devenant ainsi le 14<sup>ème</sup> pays membre et le 6<sup>ème</sup> pays membre africain**.

### La Guinée équatoriale pourrait transformer le gaz nigérian

Le 29 juin, des représentants de la société d'État Sonagas, de la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et du ministère nigérian des ressources pétrolières se sont rencontrés pour **planifier de nouveaux accords dans l'exploitation du gaz**. La Guinée équatoriale, via son usine de GNL, pourrait transformer le gaz naturel de quatre champs nigériens. Ces accords, s'ils étaient signés, ainsi que ceux déjà en place avec le Cameroun, permettraient aux infrastructures de la Guinée équatoriale de **continuer à fonctionner, créant ainsi plus d'activité dans l'usine et plus d'emplois d'après le ministre des Mines et des Hydrocarbures**.

## Tchad

### Accords de prêt de 16,5 Mds FCFA de la BDEAC pour le financement du secteur privé

Le 4 juillet 2022, la BDEAC (Banque de développement des États de l'Afrique centrale) a [signé deux accords de prêt avec la Commercial Bank Tchad \(CBT\) et l'Union des Clubs d'Épargne et de Crédit du Mayo-Kebbi \(UCEC-MK\)](#). Le premier accord de prêt concerne un montant de 15 Mds FCFA destiné à **l'ouverture d'une ligne de crédit** à la CBT pour le financement des petites et moyennes entreprises et industries tchadiennes. Le second accord, adossé à une enveloppe de 1,5 Md FCFA octroyée à **l'UCEC-MK, vise à soutenir l'octroi de crédits** à sa clientèle, qui est en grande partie rurale et exerce essentiellement dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage et le commerce.

## Hausse de 178 % des recettes pétrolières au premier trimestre 2022

Selon la [note sur le secteur pétrolier publiée par l'Observatoire Tchadien des Finances Publiques \(OTFIP\)](#), les recettes pétrolières recouvrées au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2022 se sont établies à 89,7 Mds FCFA, contre 32,2 Mds FCFA au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, soit une augmentation de 178,4 %. **Cette forte progression s'explique par la hausse du cours du pétrole et l'appréciation du dollar par rapport au FCFA.** Les volumes de production et les exportations affichent en revanche une contraction par rapport aux niveaux du premier trimestre 2021 (-7,5 % et -16,0 % respectivement).

## RDC

### Approbation de la deuxième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC)

Le Conseil d'Administration du FMI a [approuvé le 29 juin 2022 les consultations au titre de l'article IV et la deuxième revue de la facilité élargie de crédit \(FEC\)](#). Cette approbation donne lieu à un décaissement de 152,3 M DTS (environ 203 M USD), portant à près de 653 M USD le

montant total décaissé dans le cadre du programme depuis juillet 2021.

Selon le FMI, malgré le contexte de la guerre en Ukraine, la situation devrait rester globalement favorable (croissance prévue à 6,1 %) du fait de **l'amélioration des prix des minerais**. Toutefois, les répercussions sont importantes sur le coût de la vie et les charges budgétaires. **L'inflation pourrait atteindre 11 % portée par la hausse des prix à l'importation** tandis que le solde budgétaire intérieur devrait se dégrader de 0,4 point de pourcentage du PIB, pour atteindre 1,4 %. La hausse des recettes minières sera **insuffisante pour compenser l'augmentation des coûts budgétaires liés à la subvention aux carburants et l'accroissement des investissements pour les projets d'infrastructures.**

**S'agissant des performances dans la mise en œuvre du programme, le FMI estime qu'elles demeurent satisfaisantes.** Les critères quantitatifs de fin décembre 2021 et toutes les cibles indicatives, sauf celle sur les dépenses sociales, ont été atteints, et quatre des cinq repères structurels ont été respectés. Selon le FMI, **la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles et le renforcement du cadre d'action publique** demeurent indispensables pour promouvoir une croissance inclusive et durable en RDC.

### Nouveau réajustement des prix à la pompe

Le gouvernement congolais a procédé le 6 juillet 2022 à un [réajustement à la hausse des prix du carburant à la pompe](#). Les prix du litre d'essence, gasoil et pétrole connaissent une augmentation de +150 FC à +300 FC (soit +6 à 13 % en valeur relative) **selon la zone d'approvisionnement (Ouest, Nord, Est, Sud) par rapport aux prix arrêtés fin mai**. Pour le gouvernement, ce nouveau réajustement des prix est motivé par **l'évolution** considérable des paramètres de la

structure des prix et par la nécessité de maintenir l'équilibre du système d'approvisionnement du pays en produits pétroliers. Cette légère augmentation permet de réduire les subventions aux carburants mais elles demeurent à un niveau élevé, allant jusqu'à 2500 FC/litre selon le ministère de l'Economie. La subvention aux carburants pour l'aviation (jet fuel) des compagnies internationales est quant à elle supprimée.

## Lancement de la phase pilote de création des centres de PME

Le ministère de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises a procédé le 6 juillet 2022 au lancement de la phase pilote du projet de création des centres de Petites et Moyennes Entreprises (PME), dénommé « Kazi ». Le projet est porté par le [PADMPME \(projet d'appui au développement des micro, petites et moyennes entreprises\)](#) financé par le gouvernement congolais et la Banque Mondiale (à hauteur de 100 M USD). Il vise à développer la création des zones économiques et industrielles pour favoriser la croissance des PME, grâce à la mutualisation des équipements de production et

aux services essentiels partagés tels que la gestion des ressources humaines, la compatibilité ou le marketing. L'ouverture officielle du premier centre est prévue pour le premier trimestre de l'année 2023.

## 750 M USD de la Banque mondiale en soutien à la gouvernance, le transport et la connectivité numérique

[Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le 23 juin 2022](#), un appui budgétaire de 250 M USD et un financement de 500 M USD pour renforcer les transports et la connectivité en RDC. L'appui budgétaire vise à soutenir le programme de réformes économiques du gouvernement en matière de gouvernance dans les domaines des finances publiques, de libéralisation des marchés et de la gestion des forêts, dans le but d'accélérer le développement économique de la RDC. Le second financement permettra de fournir des transports et une connectivité numérique dans et entre la région du Kasai et la partie orientale de la RDC, tout en soutenant le renforcement de la gouvernance du secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Yaoundé  
Rédacteurs : Service économique régional de Yaoundé, Services économiques de Libreville, de Brazzaville, et de Kinshasa, et correspondants

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner